

«Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses». Karl Marx

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Septembre  
Octobre 2012 - N° 37

1 €

L'invité du DR :

**Daniel Piron**

*Secrétaire régional de la FGTB Charleroi*

**Dans sa composition  
actuelle, l'UE n'est pas  
réformable**

**Claudine Polet**

**Les guerres en cours  
et à venir**

**François D'Agostino**

**Règle d'or et chape  
de plomb**

**Pietro Lunetto**

**L'Italie politique  
d'aujourd'hui**

**Freddy Guidé**

**L'Elbe à vélo**



## Éditorial : La guerre comme sortie de crise

L'assassinat de l'ambassadeur américain en Libye illustre et résume bien le bilan politique de l'aventure militaire effectuée par les principales puissances occidentales en ce pays. Une intervention soit disant pour protéger des civils et qui finalement s'est révélée destinée à installer à la direction de ce pays un gouvernement bien plus accommodant aux intérêts et politiques occidentales que celui du colonel Kadhafi. Voilà que maintenant les « libérateurs » de ce pays récoltent les fruits de leur aveuglement et deviennent victimes de ces bandes armées qu'ils avaient si soigneusement soutenus et armées. Qu'à cela ne tienne ! La logique irrationnelle du système semble incurable et c'est ainsi que nous voyons se préparer de nouveaux scénarios d'intervention « humanitaires », avec des livrets déjà vus.

Ainsi, les armes de destruction massive irakiennes deviennent peu à peu les « armes chimiques » syriennes, manière de préparer les esprits pour qu'une intervention armée ouverte remplace

celle, subreptice et massive, déjà en cours dans ce pays depuis longtemps. En même temps Israël prépare activement ses premières frappes aériennes contre les supposées installations atomiques d'Iran en profitant de l'affaiblissement du régime syrien. Parce que la route vers Téhéran passe par Damas. Bref, cela faisait longtemps que le monde ne connaissait une conjonction semblable de menaces contre la paix.

Sur le plan social, les choses ne sont pas plus paisibles. L'Europe allemande que l'on nous propose s'impose avec toujours plus de brutalité. Le dit Pacte de stabilité, n'est qu'un catalogue d'injonctions pour s'assurer que l'ensemble des pays européens continuent à conforter, contre tout risque, les investisseurs germaniques et des associés dans les divers pays de l'eurozone. Pour arriver à cette fin, il faut liquider les résistances nationales et leur expression souveraine la plus marquante : celle de légiférer qui s'exprime en particulier dans la procédure d'élaboration budgétaire qui ne sera plus une prérogative nationale

mais européenne. Ainsi avant même d'être votés par les parlements nationaux, les brouillons des budgets de chaque État devront être soumis aux technocrates de Bruxelles qui décideront si leur profil convient à la mondialisation ultra-libérale.

Dans ce contexte de guerres chaudes et de guerres sociales les grands médias jouent leur rôle de fabrication du consensus. D'un côté diaboliser à l'extrême et de manière univoque les gouvernements trop peu soumis que l'on veut abattre et de l'autre convaincre les populations que si crise il y a, elle n'est pas due à la voracité des grands patrons, à la spéculation des financiers mais au fait que les travailleurs ont trop de privilèges. Et pour que ce discours passe mieux un peu de distraction est toujours utile... les péripéties d'une Michèle Martin ou les tribulations d'un Johnny Halliday feront l'affaire. Raison de plus de tout faire pour rompre cette dictature light de l'information que le système nous impose. ■

# Entretien avec Daniel Piron

Secrétaire régional de la Fédération Générale des Travailleurs  
de Belgique (FGTB) Charleroi & Sud Hainaut

*Daniel Piron est Secrétaire régional de la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique (FGTB) Charleroi & Sud Hainaut, dont il anime par ailleurs l'Interprofessionnelle. Lors du 1<sup>er</sup> Mai organisé par la FGTB à Charleroi, il s'était fait remarquer par des déclarations vigoureuses à l'encontre de la direction du Parti Socialiste et appelait à une profonde réflexion à gauche, indispensable selon lui, en soulignant le besoin urgent d'un nouveau relais politique pour les travailleurs. Cette déclaration n'a pas manqué d'éveiller l'intérêt de nombreux militants de gauche, notamment chez les communistes. Freddy Guidé a voulu en savoir plus...*

**Le Drapeau Rouge.-** Lors du Premier Mai de la FGTB à Charleroi, vous avez poussé un coup de gueule à l'encontre du PS, dont certains représentants se trouvaient dans l'assemblée (P. Magnette, J.-C. Van Cauwenberghe, etc.), en invitant à réfléchir à la création d'une force politique nouvelle par la mouvance de la gauche de gauche wallonne. Pourquoi tout à coup ce coup de gueule ?

**Daniel Piron.-** Les relations entre le PS et la FGTB de Charleroi se sont distendues peu à peu. Ces relations ont commencé à se dégrader dès 1996 lorsque Mme Laurette Onkelinx, alors ministre de l'Enseignement, a mis à mal le corps enseignant. Le 1<sup>er</sup> mai, à l'époque, nous le fêtions encore ensemble. Quand les édi-

les socialistes sont montés à la tribune, des projectiles fusaient de la part des enseignants de la CGSP.

Puis est arrivé le plan global de financement pluriannuel qui a, de nouveau, porté un rude coup aux travailleurs. Ensuite, le fameux Pacte des générations qui a sérieusement écorné le régime des pensions et considérablement freiné la mise à la pré-pension. En 2004, ont été mises en place les mesures de contrôle des chômeurs. Ce sont à chaque fois les plus faibles et les bas revenus qui ont payé la note. Lors de chaque décision impopulaire, les socialistes, faisaient partie du gouvernement. Ce qui a aussi ajouté à la distanciation, c'est la réponse hautaine du Ministre-Président de la Région wallonne, Jean-Claude Van Cauwenberghe, aux grévistes de Splintex. Pour rappel, en 2004, les travailleurs de AGC Splintex de Fleurus ont mené une grève qui a duré 104 jours car l'entreprise avait prévu une restructuration mettant au chômage 285 travailleurs malgré les bénéfices engendrés et un carnet de commande plein. En 2004, Jean-Claude Van Cauwenberghe déclarait que le conflit chez Splintex est « une tache noire qui doit disparaître de la carte de la Wallonie ». Il visait particulièrement la FGTB et ses affiliés en grève.

Depuis 2002 nous ne défilons plus ensemble à la Fête du Travail. Il n'y a plus de réunion de l'Action Commune entre la FGTB et le PS de Charleroi. C'est suite à cette rupture et une longue suite de mesures dédaigneuses à destination des plus faibles que la FGTB de Charleroi a réfléchi à la création d'une vraie force de gauche alternative...

**Le DR.-** Suite à l'interview de Thierry Bodson, Secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la FGTB sur les ondes de la RTBF (le 4 juin) où il s'est montré très critique à l'encontre des mesures de dégressivité des allocations de chômage proposées par la ministre de l'Emploi, Monica De Coninck, le

Premier ministre, Elio Di Rupo, s'est emporté contre la FGTB. Comment réagissez-vous par rapport à cela ?

**DP.-** Tout d'abord, la FGTB Charleroi & Sud Hainaut soutient avec force les critiques formulées par Thierry Bodson sur le plan de réforme du chômage qui conduira des dizaines de milliers de chômeurs vers la pauvreté et condamnera des milliers de jeunes indemnisés sur base de leurs études au CPAS dès le 1<sup>er</sup> janvier 2015, date à laquelle plus de trente mille d'entre eux seront privés de tout revenu. Faut-il, en effet, pour concevoir un plan de relance, que l'on jette préalablement des dizaines de milliers de chômeurs dans la précarité ? La question est posée...

Le Premier ministre, par ailleurs Président « empêché » du PS, semble ne pas y avoir réfléchi. Quand il s'attaque aux syndicats et en particulier à la FGTB wallonne et qu'il souhaite qu'ils arrêtent de jouer leur rôle de contre-pouvoir, quand on s'attaque aux médias et que l'on critique l'opposition dans ses composantes qui relayent le discours syndical, on s'engage petit à petit vers un pouvoir intolérant. La Belgique n'est pas la Russie soviétique et la FGTB Charleroi & Sud Hainaut ne sera jamais la courroie de transmission du PS.

Plus que jamais, la FGTB Charleroi & Sud Hainaut appelle, celles et ceux qui l'ont entendue lors de son discours du 1<sup>er</sup> mai 2012 à la mise en œuvre d'une force politique à gauche du PS et d'Écolo. Elle œuvrera en ce sens dès la rentrée de septembre.

**Le DR.-** Ne pensez pas vous que la création d'une force à gauche du PS, est un objectif inaccessible, quand on connaît les divergences qui divisent cette mosaïque de petits partis aussi divisés que nombreux ? Êtes-vous conscient que d'autres avant vous ont tenté de le faire et s'y sont cassés les dents ?

**DP.-** Nous avons conscience des divisions qui traversent les courants de la gauche radicale, mais ce ne sera pas, espérons-le, insurmontable. Nous n'adressons pas notre appel uniquement aux partis radicaux de gauche. Nous nous adressons à toutes les forces de gauche et en premier lieu aux militants déçus par le comportement du PS et, croyez-moi, ils sont nombreux. Même au sein du PS, il y a une mouvance de gauche. Chez les militants d'Écolo, beaucoup n'y trouvent pas leur compte ; il y a des discussions au sein du parti lui-même. Nous avons entamé dernièrement des conversations avec le Parti du Travail de Belgique (PTB) et la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et je peux vous dire que les premiers résultats sont plutôt encourageants.



C'est dans ce sens que nous espérons pouvoir inviter et accueillir à Charleroi une figure comme Jean-Luc Mélenchon qui a réussi à réunir une bonne partie des forces de gauche en France pour qu'il porte un regard critique sur notre initiative, sur base de l'expérience française.

**Le DR.-** Y a-t-il encore un avenir pour la sidérurgie à Charleroi après la perte de 1000 emplois chez Carsid ?

**DP.-** Le tissu économique de Charleroi s'effondre. Les travailleurs de la sidérurgie sont inquiets. Nous pensons que les décisions politiques n'apportent pas les réponses adéquates. Il faut recréer une activité industrielle pourvoyeuse d'emplois peu qualifiés. Et, croyez-moi, Charleroi a besoin d'emplois qui nécessitent peu de qualification.

**Le DR.-** Dernièrement, la RTBF, donnait les chiffres en pourcentages du chômage des grandes villes wallonnes. Il semblerait que Charleroi, contrairement à une idée répandue, est celle qui s'en sort le mieux. Que pensez-vous de cette étude ?

**DP.-** Oui, c'est peut-être vrai sur le plan formel mais la RTBF a tenu compte uniquement des chiffres donnés par l'ONEM et a oublié les prépensionnés, les jeunes en stage d'attente, la cohorte des gens qui étaient autrefois au chômage et qui ont été exclus du chômage

pour grossir les rangs des CPAS. Il suffit de faire un tour dans les quartiers délaissés du grand Charleroi pour se rendre compte de tous ces laissés-pour-compte du capitalisme triomphant...

Le 21 janvier 2009, dans le cadre de la représentation de la pièce de Jean-

Claude Legay, « Le silence des communistes », le Centre culturel de Charleroi avait organisé un débat sur l'état de la gauche en Europe. Parmi les invités, il y avait Paul Magnette et moi-même. Le représentant d'un collectif de chômeurs posa à Magnette une question fort pertinente sur les radiations croissantes des chômeurs et les solutions qu'il préconisait face à ces drames quotidiens. Magnette rétorqua qu'il fallait bien admettre que certains chômeurs profitaient de la situation et qu'il convenait de prendre des mesures. La réaction du public fut à la hauteur de l'énormité lâchée par ce ministre non-élu. Ma réponse fut cinglante : il était inadmissible que de tels propos émanent d'une voix qui se dit de gauche ! La réalité, c'est que les premières victimes de ces directives sont les paumés parmi les paumés. Les plus faibles, parfois analphabètes, et totalement désemparés face à ces mesures discriminatoires. Ce sont ceux que la Gauche se doit de défendre en priorité. J'ai invité M. Magnette à constater les choses sur le terrain plutôt que puiser ses sources à l'ONEM.

Vous savez, avec les chiffres, c'est pareil. On va exclure de plus en plus de chômeurs et dans quelques mois le gouvernement annoncera triomphalement que le chômage recule en Wallonie.

**Le DR.-** Au chapitre international, que vous inspire l'élection de François Hollande et que pensez-vous du score de l'extrême droite de Marine le Pen ?

**DP.-** François Hollande, attendons de voir ce qu'il fera. Vous savez Barack Obama a reçu le Prix Nobel de la Paix sur base d'un discours, mais qui a-t-il de réellement changé à ce niveau ? Pour l'instant, oui, la gauche est au pouvoir, mais attendons. Par contre ce qui m'inquiète vraiment c'est le résultat électoral de l'extrême droite. Je crains que cela soit contagieux et il y a une réelle crainte à ce niveau à Charleroi. Nous sommes à la rentrée. À la veille des élections communales, nous irons vers la population pour inviter les gens à ne pas voter pour l'extrême droite.

**Le DR.-** Toujours sur le plan international, vous soutenez et hébergez les réunions de la Plate-Forme Charleroi-Palestine. Pourquoi ce soutien ?

**DP.-** Autrefois, nous avions des relations étroites avec Histadrout, la centrale syndicale israélienne. En 2008-2009, cette centrale syndicale a soutenu l'opération « Plomb durci », le bombardement israélien sur Gaza qui a fait 1.400 victimes civiles. La FGTB lui a communiqué sa désapprobation et demandé des explications. Nous n'avons jamais obtenu de réponse. Les ponts ont été rompus et nous apportons en toute logique depuis longtemps notre solidarité aux opprimés, en l'occurrence les Palestiniens...

**Le DR.-** Un commentaire sur le Pacte Budgétaire Européen, en cours de ratification, qui suscite beaucoup d'inquiétudes chez tous les progressistes, et sur l'austérité imposée à l'échelle européenne ? L'Union européenne est-elle réformable, selon vous ?

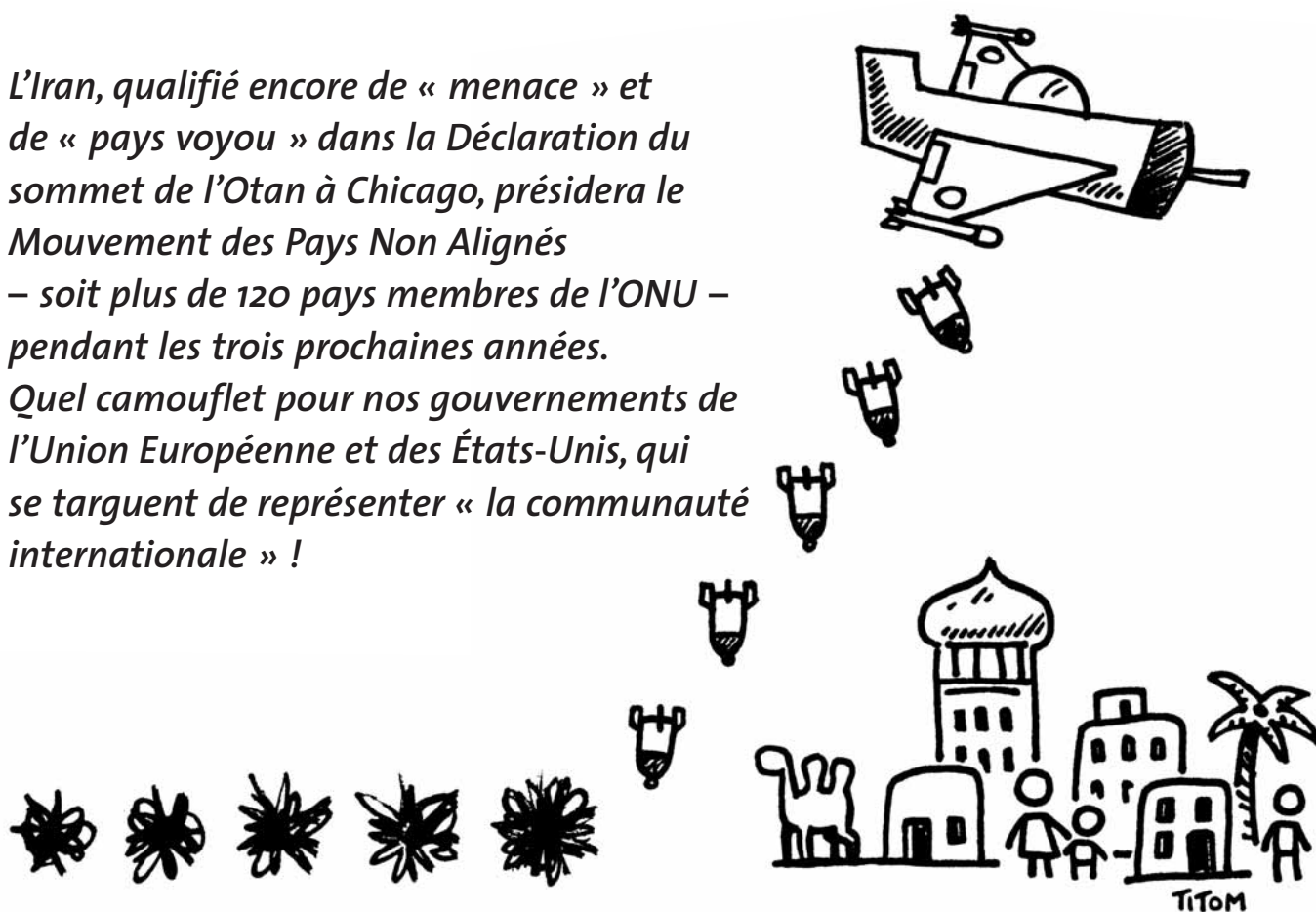
**DP.-** Dans sa composition actuelle, principalement libérale et avec des partis socialistes européens réformistes, je ne le pense pas. Il faut que partout en Europe, la gauche radicale progresse pour renforcer le poids du PGE (Parti de la Gauche Européenne).

# Les guerres en cours et à venir

*C'est qui la vraie « communauté internationale » ?*

Claudine Polet

*L'Iran, qualifié encore de « menace » et de « pays voyou » dans la Déclaration du sommet de l'Otan à Chicago, présidera le Mouvement des Pays Non Alignés – soit plus de 120 pays membres de l'ONU – pendant les trois prochaines années. Quel camouflet pour nos gouvernements de l'Union Européenne et des États-Unis, qui se targuent de représenter « la communauté internationale » !*



## SECOURISTE TRAÇANT UN COULOIR HUMANITAIRE

La réunion des Non Alignés qui vient de se terminer à Téhéran, marque un tournant dans les relations internationales, mettant en évidence la crise que traverse l'ONU et est annonciatrice de grands changements.

Mais pour nous, qui luttons pour une transformation radicale de notre société et contre la guerre il ne s'agit pas de grands jeux géopolitiques, mais bien de voir, de soutenir et de s'inspirer des nouveaux mouvements politiques et sociaux, des luttes des peuples du monde entier, qui sont à la base de ces changements.

Les rapports de forces économiques et sociaux du monde, qui avaient basculé à

l'avantage du pouvoir capitaliste dans la période qui a suivi le démembrement de l'URSS et la dissolution du Pacte de Varsovie, connaissent aujourd'hui de nouveaux bouleversements. La liberté totale des multinationales, des grandes puissances économiques et financières, l'hyper concentration des profits, la maîtrise politique et militaire de vastes zones du monde, n'ont conduit qu'à une nouvelle phase de crise du système capitaliste. Les actuels crashes provoqués par la dictature financière ne donnent aucun signe de dépassement et atteignent le cœur même de l'Union l'Européenne.

L'impérialisme, tout en concentrant les intérêts des grandes multinationales

capitalistes, n'a pas d'autre intérêt ni d'autre issue que pousser plus loin les guerres. Il a choisi la razzia, le chaos, la politique de la terre brûlée. L'année passée il y eut le renversement du gouvernement libyen et le meurtre de Kadhafi, la destruction de ce pays. Cette année c'est la Syrie. Et en point de mire il y a de toute façon l'Iran, qui est menacé à chaque moment de destruction, de bombardements ou de cyber-guerre.

Mais l'escalade militaire qui ne rencontrait aucun obstacle depuis la destruction de la Yougoslavie, l'invasion de l'Irak, l'occupation de l'Afghanistan jusqu'à la foudroyante « opération militaire » de l'OTAN pour démolir et recoloniser la

Libye, se trouve confrontée aujourd'hui à un obstacle imprévu : la réaction de la Russie et de la Chine, leur veto au Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'expérience de la Libye a clairement démontré que l'impérialisme a pour objectif d'étendre la guerre jusqu'à parvenir aux frontières de la Russie et de la Chine. Mais les deux États ont déjà annoncé leur décision de détruire n'importe quel bouclier antimissiles que l'impérialisme fabrique et installe, que ce soit en Mer de Chine ou que ce soit aux frontières de l'Europe. Et la Russie maintient fermement son accord militaire avec l'Iran et la Syrie.

Au sommet de l'OTAN en mai 2012 à Chicago on n'a pas parlé ouvertement de la Syrie. Toutefois, une intervention militaire directe de l'OTAN se discutait dans les coulisses. Cette option circulait dans diverses réunions de gouvernements des membres de l'OTAN préalables à ce sommet. Ils parlaient d'une « opération de type Libye qui allait bientôt se répéter ».

Les tentatives n'ont pas manqué, depuis la constitution des « Amis de la Syrie », la politique de sanctions de l'UE et des États-Unis contre la Syrie, la fourniture massive d'appui financier et militaire aux contre-révolutionnaires syriens par l'intermédiaire des gouvernements turc, d'Arabie saoudite, du Qatar, de Jordanie, les préparatifs d'une nouvelle « guerre humanitaire ». Et ce n'est certainement pas fini. Il y a cependant une grande indécision des États-Unis et de l'UE pour attaquer directement la Syrie.

Des votes contradictoires se sont multipliés dans les diverses assemblées des Nations-Unies. La dernière Assemblée générale a sorti une résolution repro-

chant au Conseil de Sécurité d'avoir été incapable d'intervenir en Syrie. Douze pays seulement ont voté contre. Certains pays membres des Non Alignés et du BRICS (Coalition informelle entre Brésil – Russie – Inde – Chine – Afrique du Sud) ont voté en sa faveur. Quelques semaines plus tard, plusieurs de ces pays se retrouvent à la conférence des Non Alignés, et même Ban Ki Moon.

Les Nations-Unies n'expriment pas l'opinion des peuples, il y a une énorme crise au sein de cet organisme. Nombreux sont les pays qui avaient voté pour des sanctions et des mesures contraignantes contre la Syrie, qui ont soutenu l'inverse à la récente réunion des Non Alignés. Le front présenté par la présidence iranienne et les délégations des pays de l'ALBA en particulier, a joué un rôle important dans ce sens. Il apparaît clairement que ce n'est pas l'Iran qui est isolée et mise au ban des nations.

En Belgique, il est temps que la gauche prenne l'initiative pour changer ses clichés et peser sur les décisions de la politique internationale de nos gouvernements. L'inféodation à l'OTAN, si spectaculaire dans le cas du gouvernement « socialiste » de François Hollande en France, est non seulement contre-productive pour « la défense » de notre pays, mais en plus absurde quand on voit l'évolution du monde, et contraire aux intérêts collectifs de la population belge. Malgré la participation des Socialistes au gouvernement, la politique internationale de notre pays reste intégralement sous la coupe de la droite. Un ministre de la Défense CD&V, un ministre des Affaires Étrangères MR et la complicité tacite des ministres socialistes : voilà pourquoi la Belgique a fait du zèle dans la guerre de l'Otan contre la Libye, qu'elle



participe aux manœuvres otaniennes pour renverser le gouvernement de Bachar Al Assad en Syrie, qu'elle finance sa part du bouclier antimissiles de l'Otan, qu'elle applique sa part de sanctions contre l'Iran, et qu'elle se permet de parler au nom de la « communauté internationale ». Un gouvernement belge progressiste aurait tout « intérêt » à abandonner ses alliances militaires coûteuses et payées par nos impôts et à chercher la coopération économique, sociale et politique avec l'ensemble du monde, au lieu de lui faire la guerre. ■

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?**

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CArCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CArCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :

**CArCoB**, 33, r. de la Caserne,  
B-1000 Bruxelles,  
Tél.: 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :  
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

# Arrêtons la guerre !

## Communiqué du Parti communiste d'Israël

**N**etanyahu et Barak embarquent les Israéliens et les peuples de la région dans une guerre d'une intensité inédite et aux périls et sans précédent. Même les responsables de diverses agences de renseignement, anciens et actuels, adressent des mises en garde publiques contre le déclenchement d'une guerre contre l'Iran qui sèmerait la destruction et le chaos en Israël. Néanmoins, et en dépit des critiques et de l'opposition exprimées par la population et de leaders mondiaux de premier plan, Netanyahu et Barak continuent de défendre des lignes d'action dangereuses, et pourraient entraîner toute la région vers des destructions terrifiantes.

Nous actons, avec beaucoup d'inquiétude, que Netanyahu et Barak battent tous les records en termes d'aventurisme politique et sécuritaire, et qu'ils soumettent la vie de citoyens Israéliens, Juifs et Arabes, à de terribles destructions. L'instrumentalisation préméditée par le gouvernement Israélien des souffrances de résidents Israéliens (à la suite de la réaction éventuelle à l'agression Israélienne) afin d'entraîner d'autres puissances et forces dans la guerre est particulièrement cynique.

**Défendre cette aventure périlleuse et sanglante est aussi destinée à écarter la question de la paix Israélo-Palestinienne** de l'agenda en Israël et dans la région, ainsi qu'à esquiver les revendications de justice sociale en Israël. Au lieu de s'occuper de ces questions, le gouvernement d'Israël propose un agenda militariste et nationaliste. Les efforts de Netanyahu pour influencer, par ses manœuvres bellicistes, les élections aux États-Unis est aussi très inquiétant.

Le danger est certes terrible – mais rien n'est écrit à l'avance. **Il est essentiel, et encore possible, d'empêcher la guerre.**

En ce moment critique, nous lançons un appel aux partis d'opposition, figures



politiques, intellectuels, universitaires et journalistes, mouvements et forces dans la société Israélienne, et même aux éléments sains de l'establishment israélien, pour agir ensemble contre les manœuvres de guerre. Nous en appelons à créer une large mobilisation, et des actions publiques contre la guerre.

Le Bureau politique appelle tous les partis, la Jeunesse communiste israélienne (Banki-Shabiba) et le Hadash, tous les adhérents et sympathisants du parti, à faire de la question de la lutte contre cette guerre régionale une priorité absolue.

Nous exhortons les activistes des mouvements de protestation sociale à prendre clairement position contre la guerre, en se basant sur la compréhension qu'au-delà des ravages qu'elle causera, une guerre régionale sera préjudiciable à la lutte pour le changement et la justice sociale en Israël.

**Une guerre régionale et la justice sociale ne peuvent coexister.**

Nous appelons les forces de gauche et progressistes de la région, et du monde entier, à porter haut la voix de l'opposi-

tion à la guerre et à organiser des manifestations de masse afin de mobiliser l'opinion publique et les gouvernements du reste du monde contre la guerre que préparent Netanyahu et Barak contre l'Iran.

L'avenir des peuples de la région, y compris des citoyens d'Israël, ne reposera pas sur d'épouvantables guerres d'annihilation et d'agression mais bien au contraire – **sur une paix stable et générale au Proche-Orient dont le cœur est la paix Israélo-palestinienne** – qui doit être instaurée sur la base de l'Initiative de paix arabe et des résolutions de l'ONU.

**Les guerres ne peuvent éradiquer les armes nucléaires** – seul un accord général de démilitarisation, en termes de dispositifs nucléaires et d'armes de destruction massive, de l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient le permettrait.

À cet égard, **nous demandons au gouvernement Israélien de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires.**

Pour l'avenir, pour la vie,

**ARRÊTONS LA GUERRE !** ■

# « Règle d'or » et chape de plomb...

François D'Agostino

**E**n ce début du mois de septembre, les médias, tant publics que privés, en Belgique nous abreuvant de déclarations stupéfiantes sur des sujets aussi variés et passionnants que le régime fulgurant d'une personnalité politique du nord du pays ou encore les problèmes de santé d'une « idole des jeunes » maintenant cacochyme. Tout ça dans les gros titres des journaux, et en reléguant le plus loin possible ou en n'offrant pas le traitement mérité (c'est-à-dire en donnant également l'opportunité à des voix autres que celles des laudateurs du capitalisme d'exprimer leur point de vue) à des sujets réellement importants. Et l'adoption du Pacte Budgétaire Européen (officiellement Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance ou TSCG), ne semble guère éveiller l'intérêt des journalistes, si ce n'est pour en louer les dispositions, telle le Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Il suffit de jeter un coup d'œil au *Soir* en ligne du 12 septembre qui consacre un article au feu vert donné par la Cour Constitutionnelle Allemande au dit MES, intitulé « L'Allemagne dit « oui » au sauvetage de l'euro »<sup>1</sup>. Sonnez tambours et trompettes, braves gens, vous êtes sauvés ! On ne peut qu'être perplexe devant des de telles déclarations, oubliant de rappeler quelle est la teneur de ces « pactes », « mécanismes », et autres traités où le citoyen se perd, sans trop savoir ce qu'ils impliquent.

Parmi ces mesures passées dans nos assemblées dans un semi-secret, l'inscription de la « Règle d'or » budgétaire dans les Constitutions Nationales, constitue une violation fondamentale des principes démocratiques auxquels se disent tant attachés les dirigeants européens et nos élus nationaux ou régionaux. Comme le disait Nico Cué dans son interview parue dans le Dra-

peau Rouge précédent<sup>2</sup> « si la règle d'or est inscrite dans la constitution, on pourra véritablement parler de changement de régime et de confiscation de la démocratie (...) ». Sans fracas, on assiste en fait à une sorte de coup de force



ultralibéral, antidémocratique et qui va durement peser sur les épaules des peuples d'Europe, mais aussi du monde, ce genre de dispositions ne faisant que renforcer la puissance des grands groupes financiers et des organismes supranationaux (FMI, etc.) qui ont trouvé au sein des institutions européennes de fidèles serviteurs.

Le 7 septembre, la Commission Européenne rejetait le projet d'initiative citoyenne soutenue par le PGE et de nombreux syndicalistes et progressistes de créer « une banque publique européenne financée par la BCE et la taxation des transactions financières »<sup>3</sup>, destinée à l'investissement dans les services publics et des projets durables, au service du plus grand nombre. Au-delà des critiques formulables dans ses modalités et son contenu, ce projet était en mesure de recevoir l'appui d'un nombre important de progressistes partout en Europe et permettait de faire campagne contre l'austérité délirante imposée par la Commission Européenne, tout en faisant la promotion d'alternatives concrètes faisant barrage à la catastrophe qui se prépare (et se produit déjà en Grèce, en Espagne,...). On ne peut donc s'étonner du refus opposé par la dite

commission. Une preuve de plus du mépris total des populations au plus haut sommet de l'Union... Le combat doit donc continuer, sous une autre forme, susceptible elle aussi de rassembler la gauche (les gauches ?) autour d'un projet anti-austéritaire et – encore mieux ! – anticapitaliste...

À ce propos, on ne saurait trop conseiller la lecture du livre d'Olivier Bonfond, économiste et conseiller au CEPAG, intitulé *Et si on arrêta de payer ? 10 questions/réponses sur la dette publique belge et les alternatives à l'austérité*, qui vient de sortir aux éditions Aden<sup>4</sup>.

Dans cet excellent ouvrage très pédagogique, l'auteur cherche dans une première partie à « comprendre la dette » et son impact sur notre pays, au travers de l'histoire mais également en la mettant en relation avec d'autres cas. La deuxième partie nous présente des pistes pour combattre la dette et ses conséquences funestes, là aussi en s'appuyant sur des expériences récentes (ou non, d'ailleurs) et en invitant à réfléchir à des alternatives. Un livre fort intéressant, qui sera bien utile à toutes et tous en cette rentrée pour préparer les luttes à venir !

1. <http://www.lesoir.be/actualite/monde/2012-09-12/l-allemande-dit-oui-au-sauvetage-de-l-euro-937261.php>

2. Nico Cué dans *L'invité du DR*, propos recueillis par F. D'Agostino, in *Drapeau Rouge* n° 36, juillet-août 2012, p.5.

3. Pierre Laurent, « Seules les banques sortent victorieuses du Sommet européen », communiqué du PGE.

4. Olivier BONFOND, *Et si on arrêta de payer ? 10 questions/réponses sur la dette publique belge et les alternatives à l'austérité*, coédition du CEPAG et du CADTM, 224 p., aux éditions Aden, 12 euros.

*Le 8 septembre, journée internationale de l'alphabétisation*

## Une bataille encore inachevée

Nathalie Rozza

*Au sein de nos sociétés industrialisées, fortement scolarisées, il existe pourtant un phénomène socio-économique dont nous ne pouvons plus ignorer la portée ; il s'agit du nombre important d'adultes en rupture avec le langage écrit, les mathématiques, ce qu'on appelle communément « les connaissances de base ».*

**D**epuis 1966, sur l'initiative de l'UNESCO, le 8 septembre est consacré à la journée internationale de l'alphabétisation. Celle-ci a comme objectif sensibiliser, notamment, l'opinion publique et les mandataires politiques à cette problématique en même temps que donner l'occasion à de nombreuses associations, d'organiser, entre autres, des cours à destination d'un public adulte en difficulté de lecture et d'écriture.

Selon les chiffres avancés par Philippe Paquet<sup>1</sup> : « 793 millions d'adultes dans le monde ne savent ni lire ni écrire. Un adulte sur cinq est analphabète ! » Et de souligner que les « deux tiers des adultes qui ne savent ni lire ni écrire sont des femmes ».

En Communauté française de Belgique, on estime que près d'une personne sur dix ne peut « écrire et lire en comprenant un énoncé simple et bref se rapportant à sa vie quotidienne »<sup>2</sup>. En Flandre, plus d'un adulte sur sept (de 15 à 18% de la population ou entre 700.000 et 850.000 adultes) ne sait pas assez lire ou écrire pour fonctionner correctement dans la société<sup>3</sup>.

Il m'a paru opportun à cette occasion de mettre en avant deux initiatives « citoyennes » réalisées par des participants en formation d'alphabétisation et dont l'utilité sociale mérite d'être mieux connue.

- Dans le cadre des élections communales d'octobre 2012, les participants des groupes locaux de Lire et Écrire de Bruxelles et de diverses associations bruxelloises ont rédigé un cahier de revendications<sup>4</sup> sur les thèmes suivants : l'enseignement et la formation, le logement, la propreté, la sécurité, l'environnement et la mobilité. Les propositions faites dans ce cahier ont été remises à des intervenants et conseillers communaux de Bruxelles-Ville. Plus intéressant encore, les organisateurs ont invité les candidats de divers partis politiques à venir à leurs réunions afin de présenter leurs programmes et revendications sur la thématique de l'analphabétisme.



**Lire et Écrire**

- Le groupe d'apprenants de Lire et Écrire à Mons a réalisé une enquête sur l'étendue de l'illettrisme dans la région montoise. Suite à ce travail, un dépliant<sup>5</sup> a vu le jour qui reprend les revendications émises par les personnes impliquées, notamment des idées de changement pour améliorer l'enseignement et la prise en charge des enfants en difficulté scolaire.

Ces deux démarches visent à la **participation** dans la vie d'un quartier, d'une commune, ainsi qu'à poser des **actes** en qualité de citoyens pour améliorer l'environnement immédiat.

Ces actions démontrent une dynamique, une volonté de changements à l'échelle locale. On sent une réelle volonté de faire bouger les choses, de tendre vers une société plus juste, plus égalitaire à différents niveaux : accès à l'enseignement, à la culture, à un emploi de qualité, à un logement décent, etc.

Ces pratiques tendent également à montrer une facette différente de la personne en difficulté de lecture et d'écriture,

à insuffler une confiance en soi fraîchement acquise ! Enfin, elles nous invitent à changer le regard que nous portons sur les personnes étiquetées socialement comme « analphabètes ».

Je me permettrai de conclure par quelques-unes de leurs revendications<sup>6</sup> pour qu'à notre échelle nous puissions faire avancer celles-ci : doter l'école de moyens financiers nécessaires pour mettre en place un encadrement matériel, humain qui favorise la réussite scolaire de tous les élèves ; développer des temps et espaces d'accompagnement pour les élèves en difficultés ; améliorer la communication entre parents et enseignants. Organiser des formations d'alphabétisation émancipatrices, adap-

tées aux besoins des personnes dans des lieux accessibles et en suffisance. Mettre en place des formations professionnelles adaptées, tout en facilitant leur accès. Revendications qui ne sauront pas, bien entendu, à elles seules, résoudre les graves problèmes d'inégalité dont l'analphabétisme est une des manifestations mais qui allégeront, néanmoins, la souffrance morale et sociale des personnes qui en sont victimes.

1. Article publié dans La Libre Belgique le 7 septembre 2011

2. Définition d'une personne analphabète décrétee selon l'UNESCO

3. Source : Vlaams Ondersteuningscentrum voor de Basiseducatie (information recueillie à partir sur le site Internet [www.criccharleroi.be](http://www.criccharleroi.be))

4. Consulter le site [communaute-francaise.lire-et-ecrire.be](http://communaute-francaise.lire-et-ecrire.be)

5. Consulter le site [communaute-francaise.lire-et-ecrire.be](http://communaute-francaise.lire-et-ecrire.be)

6. Pour plus d'informations, consulter le site [communaute-francaise.lire-et-ecrire.be](http://communaute-francaise.lire-et-ecrire.be)

# La destruction du Mémorial italien d'Auschwitz et la spirale des guerres de mémoires

Gregorio Carboni Maestri\*



*Le Mémorial Italien, détails de la spirale peinte par Samonà illustrant la faucille et le marteau, les drapeaux communistes ainsi qu'un déporté politique. Photo Gregorio Carboni Maestri*

Le Mémorial italien en l'honneur des victimes italiennes du camp d'Auschwitz-Birkenau, construit grâce à des contributions des mouvements de gauche et syndicats, fut inauguré en 1980 dans le Bloc 21 de ce même camp. Il fut conçu par l'ANED<sup>1</sup> et développé par l'écrivain juif italien Primo Levi, les architectes BBPR<sup>2</sup>, le peintre Pupino Samonà en collaboration avec le musicien Luigi Nono et le cinéaste Nelo Risi.

Le Mémorial italien se développe comme une spirale qui envahit l'espace du Bloc sans toucher les murs, car supposés sales du sang des déportés. Le visiteur traverse cette spirale grâce à une passerelle en bois qui symbolise les rails des trains de la déportation. Un « tunnel sans fin » long de 80 mètres. Les parois de la spirale sont formées d'une toile continue, peinte par Samonà, qui narre sans mots ni rhétorique la naissance, le développement et la fin du nazi-fascisme et de l'holocauste. Y sont évoquées les lois raciales italiennes, l'antisémitisme, les déportations, la collaboration des grands groupes industriels allemands dans le processus d'esclavage des camps, la Shoah, le rôle de la Résistance dans la Libération. Sans pierres ni statues, il nous submerge dans une vision puissante de la Guerre et de la Barbarie Nazi-fasciste.

Après la chute du mur de Berlin, la restauration capitaliste polonaise et la disparition du parti communiste italien, ce Mémorial est devenu de plus en plus intolérable aux yeux des représentants du « nouvel ordre » italien et polonais, lesquels font tout pour anéantir ce passé de résistance. Ainsi, depuis 2008, il est question, après un décret ministériel du gouvernement de « centre-gauche » Prodi, de le détruire et remplacer par une exposition plus « moderne », dans le silence complaisant des médias et du monde politique italien et international.

Le Mémorial Italien, certes un peu « vieillot » et fait avec de moyens de fortune, présente la mémoire dans la puissance de l'évocation, le silence et la lumière des fenêtres du bloc, que Primo Levi voulait ouvertes pour que le visiteur voit constamment le camp de Auschwitz. Ses détracteurs, au contraire, veulent un Mémorial à la « mode Schindler's List » avec des effets spéciaux hollywoodiens et touche « touristique » de l'ex camp d'extermination. Sans, surtout, aucune référence au caractère politique, anti-communiste, raciste et de classe du phénomène de la déportation.

Entre-temps, le Mémorial a été progressivement abandonné et se trouve dans un triste état de semi-abandon. Derrière ce décret ministériel se cache la volonté révisionniste et revancharde des droites italienne et polonaise, allergiques aux

thèmes de l'antifascisme et d'autant plus enragées que dans les peintures du mémorial surgissent parfois une silhouette de faucille et marteau ou le profil d'Antonio Gramsci. L'argument des détracteurs est que « le monument n'aborde pas assez clairement la Shoah » et que son contenu ne parle pas assez aux nouvelles générations. Répondant à ces attaques, de nombreux intellectuels tel le professeur Scarracchia, des étudiants, d'anciens résistants, syndicats, etc., se sont mobilisés et ont proposé des réponses aux critiques de ceux qui ne se sentent pas représentés par ce mémorial, dont une partie de la communauté juive italienne.

Le mot d'ordre est, avant toute chose, de dire non à sa destruction et c'est dans ce contexte que j'ai développé le projet d'intégration et protection du Mémorial<sup>3</sup>, que j'ai nommé « projet Glossa

\* Architecte, assistant universitaire, membre expert de la Commission Urbanistique de Milan Zone 1 et étudiant de doctorat de l'Université de Palerme et Accadémie de Brera.  
gregoriocarbonimaestri@gmail.com

1. Association des ex-déportés politiques italiens dans les camps d'anéantissement nazi-fascistes, liée au Parti Communiste Italien.

2. Sigle correspondant aux noms de quatre architectes engagés dans la résistance et représentants d'une nouvelle architecture progressiste, que certains historiens ont nommé Néoréalisme architectural. Deux d'entre eux furent déportés et un tué à Mauthausen.

3. En collaboration avec le doctorat en Projet d'Architecture du Consortium des Universités de Palerme, Parme, Naples, Reggio Calabre et Accadémie des Beaux-Arts de Brera (Milan)



Le Mémorial Italien, devant la fenêtre fermées par la direction d'Auschwitz, l'évocation, sur la spirale peinte par Samonà, de Antonio Gramsci, emprisonné par le fascisme. Photo Gregorio Carboni Maestri

XXI »<sup>4</sup>. Le projet consiste en une série de « lignes de fuite », des rubans en fonte qui accompagneront la spirale, obtenus par la fusion à haute température de centaines de rails de train. Ces « rubans » en fer seront disposés derrière les spirales, les protégeant comme dans un embrassement symbolique. Sur ces faisceaux ferreux seront gravés des faits et données historiques mais aussi des écrits, poésies et autres textes liés à la déportation en italien, polonais, hébreux, romani et autres langues, gravés sur le fer contre tout abandon et oubli futur. Le défi est de rendre possible la survie de ce Mémorial dans son intégrité et d'assurer la continuité de son contenu moral enrichi avec l'histoire de la déportation des Roms et slaves italiens, des homosexuels, des handicapés des Témoins de Jéhovah etc. Évidemment, rien n'est plus éloigné de ce que veulent les détracteurs du Mémorial qui luttent pour une mémoire de l'histoire de la déportation aplatie, qui ne parle que de la Shoah, créant des conflits de mémoire là où la mémoire devrait être un lieu de compréhension grâce à une vision d'ensemble du passé. Ne sélectionnant « que » une partie des mémoires, cette mémoire ne rendra

pas service aux futures générations. Privilégier la mémoire de la Shoah « contre » d'autres mémoires c'est tuer la mémoire de la Shoah elle-même, car

elle est indissoluble de celle des autres déportations.

Ce projet, après avoir été soumis à un conseil de professeurs et architectes impliqués depuis des années sur cette question a été officiellement présenté à la communauté scientifique internationale lors d'un congrès à Cracovie<sup>5</sup> qui s'est conclu par une visite officielle, le 1er Juillet 2011, au Musée d'Auschwitz. Ce même jour le Mémorial Italien a été fermé, sans préavis ni explications.

Cette fermeture arrivait avant même que nous puissions présenter notre projet à l'ANED, à l'administration du Musée et à l'Unesco<sup>6</sup>. L'intention de l'administration d'Auschwitz est de démonter le Mémorial, dans le secret et le silence, le plus vite possible. Et rien, à ce jour, ne garantit que le Mémorial italien existe toujours. Depuis le premier Juillet 2011 nombreux ont été nos efforts pour le savoir et pour faire connaître au monde l'importance de notre bataille parce que nous croyons que, à ce jour, seule la pression médiatique pourra sauver l'existence de cette œuvre d'art, en mettant le gouvernement italien dans l'obligation d'intervenir pour sa protection.

Architecture « dans » l'architecture, si précieuse et fragile, le Mémorial italien d'Auschwitz doit survivre pour sa profonde signification politique, son évident intérêt international, sa valeur artistique et culturelle universelle. Un bâtiment qui gagne encore plus de valeur en ce moment historique où d'un côté on observe la renaissance des forces néo-fascistes dans l'indifférence des autorités européenne et de l'autre des réponses et résistances aux barbaries que le capitalisme sénile propose comme « solution » à ses crises. ■

4. « Glossa », qui se traduit par glose en français, est, dans la définition donnée par le Larousse, une « explication de quelques mots obscurs d'une langue par d'autres mots plus intelligibles »

5. Dans le cadre du Congrès scientifique « Problématiques de Restauration de l'ex-camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau ».

6. L'ex Camp d'extermination de Auschwitz Birkenau (et le Mémorial Italien!) sont patrimoines protégées de l'UNESCO, organisme qui n'a répondu à aucune de nos interpellations officielles concernant ce sujet.

# L'Elbe à vélo sur les traces d'une frontière et d'une histoire

Arnold Schneider

*À trois, nous avons parcouru l'ancienne frontière qui séparait la République Fédérale Allemande (RFA), l'Allemagne de l'Ouest, de la République Démocratique Allemande (RDA), l'Allemagne de l'Est.*

À vélo de Lübeck à Dresde, 800 km le long d'une ancienne frontière que les Allemands de l'ouest nient avec arrogance et mépris. Lors de la réunification, le chancelier Helmut Kohl a mené une politique économique myope et revancharde. C'est toute la RDA qui devait disparaître. Pour Régine Robin, chercheuse et écrivain québécoise, « *Il y a une illégitimation totale de la RDA. On veut que ce soit une parenthèse dans l'histoire de l'Allemagne, une honte à l'égal de celle du IIIe Reich. Rien ne doit subsister : hymne, drapeau, emblèmes, héros, noms de rue, édifices, manuels scolaires, cursus universitaires, tout doit disparaître.* » Cependant, derrière le Mur, pour dix-sept millions d'habitants, une vie s'y est déroulée. Cela ne s'efface pas d'un claquement de doigts.

La coalition rouge-verte n'a trouvé d'autre issue que de privatiser à tout va et de casser un solide système de protection sociale. Loin des « *paysages en fleur* » promis par le chancelier Helmut Kohl lors de l'unification, cette situation explique sans doute chez les « *Ossis* » (les allemands originaires de l'Est) une nostalgie certaine de la République démocratique allemande... De Lauenburg jusqu'à hauteur de Dömitz, nous avons longé l'Elbe côté RFA. Les vieilles fermes prussiennes agrandies à coup de subsides américains affichent leur opulence face aux « *Ossis* ». Puis subitement, on franchit l'Elbe par le pont de la Paix pour accéder à l'entrée du village de Dömitz. Il y a pléthore de ponts de la Paix, construits après la réunification, comme si une guerre avait eu lieu entre les deux camps. Premier étonnement, la frontière ne s'est pas totalement effacée. Là, à

l'entrée du village, un collectif d'habitants a érigé une pierre sur un gazon fleuri portant comme épitaphe : « *À notre frontière regrettée* »...

Nous errons dans le petit village de Dömitz, livré à lui-même. C'est ici, dans ces zones rurales que la politique de destruction économique se fait sentir le plus durement. Les habitants de ces petits bourgs payent un lourd tribut à l'unification. Les habitations privatisées se vendent à un prix trop élevé et inaccessible pour les « *Ossis* ». Elles partent en lambeaux et au centre du village, les vitrines des boutiques tentent pathétiquement de rivaliser de modernité avec celles de l'Ouest mais elles font piètre figure dans ce paysage urbain ravagé. Nous passons la nuit dans le « *Zimmer frei* » de la famille Fuhrmann qui tâche de survivre comme elle peut en accueillant cyclistes et vacanciers. Avant de monter dans notre chambre, nous jetons un rapide coup d'œil sur leurs photos de jeunesse un tantinet désuètes mais pleines de tendresse. Un aspect de l'histoire impossible à éradiquer et qui se manifestera tout au long de notre parcours. Comme chez ce marchand de vélo de Wörlitz, M. Graul qui a collé les deutsch mark de la RDA sur le comptoir de sa boutique. La parité absurde instaurée par chancelier Helmut Kohl qui échangeait deux deutsch mark RDA pour un deutsch mark RFA installait d'emblée l'inégalité entre les populations...

## Les cigognes de Madame Genrich

À Tangermünde, une boutique propose des produits de l'Est comme au bon vieux temps dans le coffre d'une voiture



Trabant coupée en deux pour la circonstance... Il y eut aussi cette rencontre inattendue et émouvante avec Mme Genrich dans le village de Rühstätt et qui héberge un couple de cigognes depuis cinq ans. Cette année trois jeunes sont nés dans le nid échafaudé sur la cheminée de la grange. La chambre où nous passons la nuit est garnie d'objets et d'appareils en tout genre fabriqué en RDA. Au petit déjeuner, les plateaux sont garnis de cochonnailles maison. Mme Genrich nous explique fièrement qu'elle élève un cochon destiné à la confection de charcuteries chaque année. Sous l'ancien régime, elle et son mari étaient à la tête d'une coopérative d'élevage de cochons. Lors de la réunification, la Treuhand – *office des privatisations qui en quatre ans a réglé le sort de 12.000 entreprises, transformant ainsi toute l'économie planifiée de l'ex-RDA en une économie de marché* – leur a proposé de reprendre la coopérative à leur compte, ce que le couple Genrich a refusé préférant acheter leur maison.

En suivant l'Elbe Radweg (la route cycliste qui longe l'Elbe) nous n'avons pratiquement pas quitté le territoire de l'ex-RDA. Nous avons croisé de nombreux cyclistes qui entretiennent encore

la camaraderie. Le dimanche, femmes et hommes battent la campagne ensemble comme ils le faisaient autrefois. Nous avons été frappés par cet esprit de cohésion sociale.

La rencontre sans aucun doute la plus marquante et la plus forte fut celle que nous avons faite avec la famille Olinczuk-Meissner à Gallin, petit village situé quelques encablures de Wittenberg, ville où Martin Lütther séjourna et enseigna. Quand nous sommes arrivés le soir à la Haussgallin, l'une des roues de vélos avait rendu l'âme. Nous avons passé la nuit dans une chambre spacieuse et confortable.

À l'issue du petit déjeuner, Gerhard est venu nous aider à remplacer le pneu défaillant. Il était nécessaire de le remplacer et le marchand de vélo le plus proche est situé à sept kilomètres de Gallin. Le couple Olinczuk-Meissner a choisi de se passer de voiture même si avec deux enfants ce n'est pas un choix facile. Cependant pour la circonstance, Gerhard a loué une voiture afin de nous dépanner rapidement. Quand nous voulûmes lui rembourser ses frais, il a refusé d'emblée ; geste qui me fit penser qu'il restait chez lui quelque chose de cette fraternité non monétisée de la RDA. Puis au fil de la conversation tout en réparant la roue, il me dit : « Notre maison est à vendre mais c'est difficile. Après la réunification on nous a conseillé d'investir pour développer le tourisme sur l'Elbe. « Investir », c'est le mot d'ordre du moment ! Tu parles !!! Nous avons mis plus de quatre cent mille euros dans cette maison. Tout cela via des prêts et des aides diverses bien sûr... Les Allemands de l'Ouest l'apprécient beaucoup mais quand nous parlons chiffres, ce n'est plus du tout la même chose ! Ils veulent bien de ma maison mais je devrais leur donner gratis... ! »

### La Palestine et Dresde

Puis il remarque les drapeaux palestiniens accrochés à nos vélos et la conversation s'emballe. « Nous mettons cette maison en vente car nous ne voulons plus demeurer dans cette Allemagne », nous confie Gerhard et de poursuivre avec des mots très durs « Je comprends que vous vous luttiez pour le droit des Palestiniens. Les États-Unis d'Amérique et l'État d'Israël sont les grands gendarmes du monde... et Angela Merkel, après avoir



Torgau. Monument commémorant la jonction de forces alliées

étranglé le peuple grec, cherche à faire de même avec d'autres peuples d'Europe... » Puis nous avons repris la route en direction de Dresde mais ce fut tout d'abord la ville de Torgau dont la renommée internationale vient surtout du fait qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 25 avril 1945, elle fut le point de jonction entre l'armée américaine, arrivant de l'ouest, et les troupes soviétiques, venant de l'est. Cette journée historique fut baptisée Elbe Day (« Jour de l'Elbe »). Un monument soviétique a été érigé au pied du château de Hartenfels dressé fièrement face à l'Elbe. Puis ce furent les villes de Reisa et ensuite de Meissen, là où fut élaboré la première manufacture de porcelaine d'Europe mais aussi très visitée pour la cathédrale et de l'Albrechtsburg.

Puis ce fut enfin la ville de Dresde, ville splendide, baptisée à juste titre la Florence du Nord, qui fut presque entièrement détruite par le bombardement, qui eut lieu du 13 au 15 février 1945. La Royal Air Force (RAF) et les United States Army Air Forces (USAAF) utilisèrent principalement des bombes à fragmentation et incendiaires, provoquant plusieurs dizaines de milliers de morts. Un acte gratuit perpétré quinze jours avant la fin de la guerre...

Une théorie avance que ce massacre fut délibérément conçu par les états-majors américain et britannique en vue de saper une fois pour toutes le moral des troupes allemandes. Il est possible aussi que les États-Unis et le Royaume-Uni aient voulu impressionner l'URSS :

ce bombardement a eu lieu quelques jours après la clôture de la conférence de Yalta, et il aurait eu une force dissuasive sur Staline, dans le contexte naissant de la guerre froide.

Aujourd'hui, l'Allemagne revendique fièrement la reconstruction de Dresde, omettant sciemment de signaler que la RDA avait, bien avant la RFA, œuvré à la reconstruction du cœur historique de la ville même si au lendemain de la guerre il existait des préoccupations plus immédiates. Le Guide du Routard d'Allemagne 2011 signale à propos de Dresde qu'en dehors du centre ville il n'y rien de bien intéressant et ajoute « ...Quant au reste de la ville, il ne donne vraiment pas envie d'encenser l'urbanisme socialiste... » Les rédacteurs ont-ils oubliés qu'au lendemain de la guerre, il y avait des milliers de sans-abris pour lesquels l'urgence consistait à construire des logements et que l'urgence faisait fi de toute esthétique ?

### Le travail, le sens, le souci..

Il y a de nombreux monuments qui valent le détour à Dresde. La ville est un joyau architectural mais il faut aussi savoir s'égarer et aller à la recherche de l'inattendu. Comme au Deutsches Hygiene-Museum de Dresde qui n'est pas a priori le lieu où l'on s'attend à trouver une exposition sur le travail, encore qu'il se veuille un musée de l'homme. La notion de travail n'est pas facile à cerner, surtout si l'on considère qu'elle contient mais ne recouvre pas entièrement celle d'emploi. Définissant par hypothèse le travail comme une



Dresden 1945: Blick vom Rathausturm auf die zerstörte Stadt.  
Im Vordergrund der heutige Pirnaische Platz  
Photo G. Beyer - Bundesarchiv

transformation humainement motivée du monde, l'exposition ouvre de nouvelles pistes, laissant au visiteur une extraordinaire liberté de critiquer les propositions qui lui sont faites. Intitulée « *Arbeit Sinn und Sorge* », l'exposition met le travail en relation avec la notion de sens (Sinn) et de souci (Sorge), qui signifie aussi « soin », à la manière dont Bernard Stiegler utilise ce mot dans le catalogue de l'exposition.

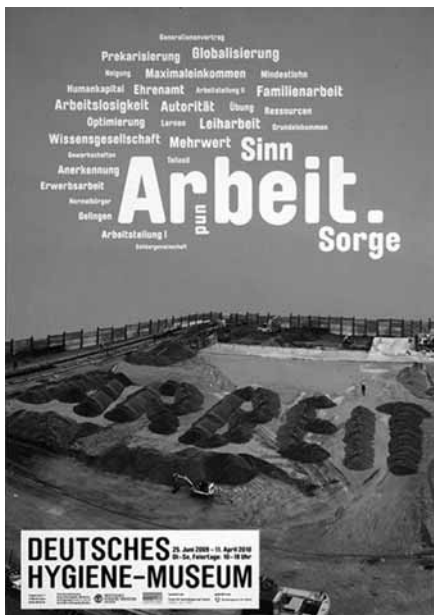
Dans le *Sorge* allemand, la dimension du souci, de la peur, de l'inquiétude (« *je m'inquiète pour toi* ») introduit une connotation plutôt négative. Mais une autre dimension du soin, liée à l'idée d'attention portée à soi et aux autres (« *faire attention* »), est elle aussi présente. « *Pour nous*, écrit Daniel Tyradellis, philosophe et commissaire de l'exposition, *il était important de redonner dans le titre de l'exposition une dimension positive. La question est celle de l'objet du soin. Quelle ampleur donne-t-on à cet objet ? Une dimension strictement individuelle ou peut-on aller au-delà ? Dans quelle mesure développe-t-on des sentiments pour quelque chose qui transcende la dimension individuelle ?* »

Que s'est-il passé avec le travail après la chute du Mur ? Sur un plan statistique, le taux de chômage s'est mis à grimper, cependant que se développaient des formes de travail partiel. Simultanément, le sentiment de satisfaction au

travail augmentait dans la partie orientale, alors même que, de manière contradictoire, les souffrances psychiques s'intensifiaient...

À quelques centaines de mètres du musée, un bâtiment tout neuf entièrement transparent, d'où son nom de « *Manufacture de verre* », abrite le dernier cri de l'entreprise Volkswagen. Une cathédrale à la gloire du Dieu automobile. Chaque acheteur d'une Phaëton peut assister en direct au montage et à la finition de sa propre voiture. Dans le film de présentation, Volkswagen affiche l'ambition d'égaliser les constructions baroques de Dresde, et célèbre l'automobile comme une œuvre de Richard Wagner ! Le lieu se présente comme un espace culturel, d'expositions de peinture, de défilés de mode ; on y donne des opéras. Et pourtant, des ouvriers y travaillent. Même si on les voit se mouvoir dans la chaîne de montage automatisée comme s'ils servaient le thé, le terme de manufacture est abusif.

Ces dernières images montrent combien l'Allemagne d'aujourd'hui symbolise l'insolence du libéralisme triomphant ne tolérant aucune autre forme de politique économique que la sienne en rejetant systématiquement les autres modèles de gestion du monde qui ont, certes, connu aussi leurs défaillances mais furent néanmoins égalitaires sur le plan social. ■



# Laskhmi Mittal, les jeux de Londres et la mort d'une petite somalienne...

Freddy Guidé

**L**e grand patron du groupe leader de l'acier, Lakshmi Mittal, a fait parler beaucoup de lui, voici quelques semaines. Une première fois au cours d'une conférence de presse, il s'est montré très préoccupé par la crise de l'euro tout en disant qu'il « ...ne s'interdit pas de mettre au sommeil, voire de fermer, de nouveaux sites sur le Vieux continent ».

Lakshmi s'est ensuite rendu à Londres, où il avait prévu de parader dans les rues avec la flamme olympique, à la veille de l'ouverture des jeux. Le groupe Arcelor Mittal a été en effet, à hauteur de 18 millions d'euros, l'un des sponsors de la grande foire du sport mondial. Ce qui lui a valu de porter la flamme. Rien de plus normal pour lui que d'avoir été désigné pour ce qui est considéré comme un honneur car, « *comme un athlète olympique, je suis marqué par des principes très similaires de persévérance et de dur labeur* », se vante-t-il. La persévérance, il en a pour fermer des usines et licencier des travailleurs. Dur labeur en effet que d'avoir jeté à la rue près de 70 000 travailleurs dans le monde ! La FGFB-Métal Liège-Luxembourg, le SETCa-Liège, la CSC Metal Liège et la CNE Liège se sont indignés de ce choix, et considèrent comme une insulte le fait « *que l'olympisme puisse récompenser ceux qui broient des vies* ». Mittal envisage en effet la fermeture de ses hauts fourneaux à Liège, qui font vivre 3 000 familles.

Les médias ont gâché nos dimanche en diffusant des infos glorifiant des milliardaires sans scrupules, en montrant nos merveilleux athlètes à satiété tout en stigmatisant le chauvinisme. La presse nous abreuve quotidiennement des bobos et des états d'âme de "nos sportifs", dont le Q.I. est loin d'égaliser leurs performances physiques...Mais quand une sportive meure pour tenter d'échapper à la misère régnant dans son pays classé parmi les plus pauvres de la planète, pas une ligne, à peine un mot...

Ainsi, Samia Yusuf Omar, athlète somalienne dont la silhouette gracile de sylphide avait illuminé le stade olympique de Pékin en 2008, incarnant magnifiquement l'universalisme sportif dans un 200 m où l'essentiel était de participer, ce qu'elle fit de la plus belle manière qui soit, en transcendant sa dernière place sous l'ovation du public.



L'athlète Samia Yusuf Omar, du haut de ses 17 printemps, avait réussi à faire l'admiration de tous, et de porte-drapeau de son pays, la Somalie, elle s'était hissée au rang de porte-flambeau d'une nouvelle génération de jeunes femmes et sportives somaliennes. « *C'était une expérience merveilleuse, j'ai porté le drapeau de mon pays, j'ai défilé avec les meilleurs athlètes du monde* », s'enthousiasmait alors la sprinteuse à son retour à Mogadiscio.

Mais le conte de fées olympique fut fugace pour la jeune fille promiseuse, et c'est loin des pistes d'athlétisme que son destin a pris un virage fatal en avril dernier, se brisant tragiquement sur le récif de la misère et de l'injustice humaines. La jeune femme de 21 ans est morte à bord d'une « patera » (une barque pour émigrés clandestins), alors qu'elle tentait d'aller au bout de ses rêves : gagner l'Europe pour y trouver un entraîneur dans l'optique des JO de Londres. Partie de Lybie, Samia Yusuf Omar a disparu en mer, lors d'une traversée à hauts risques sur une embarcation de fortune, pleine de migrants comme elle, tous avides d'évasion au péril de leur vie. Une étoile a cessé de resplendir au firmament de l'olympisme, mais dans le grand barnum des JO, où le sport vire-

volte dans le tourbillon médiatique, le drame de Samia Yusuf Omar a brillé par un silence assourdissant. Seul Abdil Bile, champion du monde somalien du 1500 mètres en 1987, lui a rendu hommage dans l'atmosphère feutrée du comité olympique : « *La jeune femme est morte pour rejoindre l'Occident. C'était une athlète courageuse, une femme splendide* », a-t-il déclaré.

Pourtant, selon les valeurs cardinales insufflées et exaltées par le baron Pierre de Coubertin, quand une seule étoile du sport s'éteint, c'est tout le monde de l'olympisme qui est plongé dans le noir. Aujourd'hui, seules, luisent les strass et les paillettes...

Lakshmi Mittal, première fortune du Royaume-Uni et cinquième du monde, a également financé l'horrible tour Orbit, symbole dédié à la gloire du dieu argent. Cette tour monumentale d'un goût discutable est l'expression matérielle, celle de changement d'époque, celle où « l'être » a cédé la place à « l'avoir »...

# Chroniques du temps qui passe

Vladimir Caller

## Assange et l'interdiction de la transparence

Le péché de Julien Assange fut énorme. On l'accuse d'avoir violé une jeune suédoise mais ce n'est pas ce viol-là qui est insupportable pour les justices anglaise, suédoise et, en particulier, étasunienne. C'est plutôt le fait que ce franc-tireur de la liberté de dénoncer se soit permis de démasquer, preuves à l'appui, tant de mensonge et de basses manipulations dans la gestion des affaires de notre époque par la diplomatie occidentale et en particulier américaine.

Ainsi, il nous a appris comment s'organisent certaines décisions au sommet des Nations Unies ou le double jeu de certaines personnalités, y compris de gauche ou des syndicalistes, qui n'hésitent pas à consulter, en cachette, les ambassades américaines pour donner ou recevoir des informations ou des instructions. Face à ces compromettantes révélations, qu'importent en réalité, pour les puissants de ce monde, les accusations de harcèlement d'une jeune femme qui, par ailleurs, se révèle être une activiste de l'anti-castrisme ?

C'est ce qui explique que la justice anglaise, la même qui s'était opposée à l'extradition de Pinochet ; la même qui oppose le même refus lorsqu'il s'agit des oligarques et mafieux russes, soit si docile envers les injonctions du mentor américain de lui livrer, à tout prix, ce jeune dénonciateur d'impostures. Occasion aussi, pour un petit pays comme l'Équateur, de faire la démonstration que des gestes de dignité et de solidarité peuvent résister à l'arrogance de puissants.

## Comment osent-ils ? Mais lui, il n'a pas l'air d'oser

Best seller dans toutes les librairies flamandes et déjà un grand succès de vente dans la francophonie du pays, le livre de Peter Mertens (*Comment osent-ils ?* Éditions Aden, Bruxelles 2012), suscite en effet un intérêt pas si fréquent

pour une publication strictement politique. L'ouvrage est fort solide dans son argumentaire et dans la profusion d'informations qui fondent son analyse. Avec en plus un langage clair et direct en harmonie avec le but affiché : ouvrir le débat et susciter la réflexion.

La dénonciation de la mondialisation ultra-libérale ainsi que les mensonges de ses grands mentors, les Obama, Barroso, Cameron, promettant de corriger ses « excès » constituent le fil conducteur de l'ouvrage. Comment ces farces ont conduit non seulement à la prolongation des vices du système mais à leur aggravation au détriment des populations, tel est le corollaire de l'explication. Pour ce faire, le livre abonde en données chiffrées montrant l'aggravation de l'écart entre les revenus des minorités privilégiées et l'immense majorité des populations. L'auteur démontre également et avec force la manière selon laquelle les grands intérêts financiers, groupés autour du lobby Business Europe, agissent en concert avec les technocrates de l'Union européenne afin de mettre en œuvre l'évangile de l'austérité, copié du modèle allemand instauré par le social démocrate Schröder. Mise en œuvre de surcroît autoritaire, via la *règle d'or* dont l'obligation fait voler en éclats la souveraineté des États.

*Comment osent-ils ?* est ainsi une démonstration vaste, documentée, de la grande mystification européenne. Démonstration qui devait conduire en toute logique conduire l'auteur à se demander à quoi bon dès lors garder l'euro et rester engagés dans cette construction européenne ? Question que, à son tour, Peter Mertens ne semble pas oser se poser.

## Barroso bloque une initiative du PGE

Sous le prétexte, bien précaire, selon lequel la demande du Parti de gauche européenne « *n'avait pas de base juridique* » pour justifier son acceptation, la Commission européenne a décidé de refuser la proposition d'initiative

citoyenne européenne, présentée par ce parti et visant la création d'une banque publique européenne. Précaire parce que la même Commission européenne, qui valide une après l'autre toutes les mesures dictées par Mme Merkel, M. Draghi ou le FMI, qui sont quant à elles, non seulement, moins pourvues de « base juridique » que le projet du PGE mais même violatrices des traités, devient subitement rigoriste lorsqu'une proposition ne lui convient pas.

En effet, proposer comme le fait le PGE, que l'argent des contribuables ne soit pas destiné essentiellement à protéger les spéculateurs lorsqu'ils jouent au casino mais plutôt à financer des projets à contenu social et destinés à renforcer les services publics, était de nature, c'est le moins qu'on puisse dire, à déplaire aux architectes même du démantèlement de ces services. On ne peut donc pas accuser la Commission européenne de manquer de logique.

Cela dit, la décision que la Cour suprême allemande vient de prendre, décrétant la constitutionnalité des mécanismes de fonctionnement du Mécanisme Européen de Stabilité (MES), montre combien les « bases juridiques » de l'Europe, qu'on nous fait subir, sont d'une géométrie très variable. En effet, ces mécanismes violent un pilier essentiel du régime légal allemand, qui consacre la souveraineté non questionnable de son parlement ; un pilier qui vole en éclats puisqu'il faut, encore une fois, s'incliner devant les injonctions de la troïka.

Reste quand même la question de la méthode dans la démarche du PGE. On peut comprendre que pour ce parti le projet de construction européenne en cours soit susceptible de connaître des réformes aussi profondes que celles modifiant son système bancaire. Cette question est certes sérieuse et digne de discussion, mais espérer que cette initiative aurait pu recevoir un « laisser passer » bienveillant de la part de Barroso et de son équipe, nous semble moins évident. ■

# L'Histoire belge de Bernard Arnault.. \*

***Ce lundi 10 septembre, Bernard Arnault l'homme le plus riche de France et selon la revue américaine 'Forbes' spécialisée dans le domaine, la quatrième fortune mondiale lançait un pavé dans la marre annonçant qu'il allait demander... la nationalité belge. Le lendemain le président français devait annoncer les principales mesures de son gouvernement en particulier celles touchant sa politique fiscale. Affection soudaine du patron mondial de l'industrie du luxe pour le plat pays ? Ou manœuvre destinée à assurer « l'optimisation de son profil fiscal » manière élégante utilisée dans les milieux fortunés pour faire référence aux pratiques de la fraude fiscale ? Preuve en tout cas que la Belgique se confirme comme un des paradis fiscaux favoris des grands bénéficiaires de l'évasion d'impôts.***

**N**otons enfin que ce candidat chic au statut de « sans domicile fixe » n'est pas à sa première tentative. Il était parti s'exiler aux États-Unis lorsque le gouvernement Mauroy annonçait des mesures réellement de gauche sous la première présidence de Mitterrand. Quelque temps après, lorsque ce dernier et son protégé Laurent Fabius reprennent les choses en main pour se lancer dans une politique néolibérale, Bernard Arnault revient en France pour se lancer avec fureur dans sa

vocation de prédateur d'entreprises. Il déclara alors pour expliquer son retour que « *les choses ont repris un cours normal* ». (vc)

Comme Bernard Arnault a déjà une maison en Belgique, qu'il profite amplement de ce paradis fiscal, pourquoi veut-il la naturalisation ? Les recherches du Parti du travail de Belgique et du quotidien *Le Soir* indiquent que le patron pourrait ainsi esquiver l'impôt sur les successions en France. Soit plus de 13 milliards d'euros de manque à gagner pour l'État.

13,5 milliards d'euros, en comptant que Bernard Arnault ne s'enrichira plus d'ici sa mort, c'est ce qui pourrait donc passer sous le nez de l'État français. C'est les deux tiers de la hausse d'impôt que devront supporter citoyens et entreprises françaises sur ces deux prochaines années. La fortune personnelle du patron de LVMH étant estimée à une trentaine de milliards d'euros et l'impôt sur la succession à 45 %.

Pour avancer cette hypothèse, le PTB et le quotidien *Le Soir* ont enquêté dans les montages financiers d'Arnault. Il a ainsi créé fin 2008 en Belgique une fondation

appelée Protectinvest, dont l'un des objectifs est de protéger les intérêts de ses héritiers. Pour rendre le montage plus opaque, Bernard Arnault ne détient pas directement la fondation, mais passe par Pilinvest, l'un de ses gros holdings financiers basé à Bruxelles, dont il détient 99,99 %.

Cette fondation a deux utilités potentielles qui n'interviendront que lors du décès du patron : éviter la dislocation de l'empire, et surtout esquiver les impôts sur la succession en France.

Et selon le PTB, « il existe en Belgique deux systèmes de donations aux héritiers directs particulièrement avantageux pour le patrimoine mobilier. Ces systèmes permettent une imposition nulle ou quasi nulle ». Et si la résidence en Belgique pourrait éventuellement suffire à esquiver l'impôt sur la succession, le service des études de la formation de gauche rappelle que « la convention fiscale franco-belge de 1964 assure une protection particulière aux porteurs de la nationalité belge (et donc de la double nationalité) ».

Bernard Arnault possède, outre la société LVMH Finances Belgium, d'autres sociétés en Belgique comme Le Peigne, Hanninvest, Pilinvest, Gestion Mob. Patr. Immo., Willinvest, Giminvest, Goinvest, Le Peigne Invest, Mohexy et Straat.

Nous avons examiné les comptes de ces sociétés avec ceux de LVMH Finance Belgium. Nous avons fait le total des bénéfices de ces sociétés, le total des impôts payés et calculé le taux d'imposition. Le résultat est édifiant : en trois ans (de 2009 à 2011), ces filiales ont capté 630 millions d'euros de bénéfices et ont payé 24 millions d'euros d'impôts, soit un taux de 3,84 %. Si M. Arnault avait payé le taux nominal de 33,99 %, l'État aurait récupéré 190 millions d'euros en plus.

On comprend qu'il ait été attiré par le paradis fiscal qu'est la Belgique. Surtout que ces onze sociétés n'ont engagé que... 7,1 équivalents pleintemps : la faiblesse des taux d'impôts payés n'est battue que par celle du personnel employé.

Service de presse du PTB – Source : [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

# L'Italie au temps des technocrates

Pietro Lunetto

*En novembre dernier et sous les injonctions de la finance internationale, l'Italie s'est résignée à confier son destin à un gouvernement dirigé par l'ex-commissaire européen Mario Monti et composé par une série de technocrates venant du monde de la finance internationale.*

Ce gouvernement a succédé à celui de Silvio Berlusconi et a été comparé par la grande presse italienne à la grande coalition allemande des années Schroeder-Merkel. Il s'agit en fait d'un gouvernement soutenu par le Parti de la Liberté (Pdl) de Berlusconi, par le Parti Démocrate (PD, formé de la fusion des ex-communistes et des anciens démocrates-chrétiens de gauche) et par l'Union du Centre (UDC, héritiers du courant le plus traditionnel de l'ancienne Démocratie Chrétienne et qui compte en son sein pas mal d'anciens fascistes). De sorte que l'on peut dire que Monti a réalisé l'exploit d'intégrer dans son gouvernement la plus grande partie de la droite italienne et ce qui est, pour le moment, le plus important parti du centre gauche.

C'est ainsi que la coalition dirigée par Monti, appliquant d'une main de fer les dogmes du capitalisme et du néo-libéralisme économique, est en train de réussir là où Berlusconi a échoué, c'est-à-dire à démonter totalement les systèmes de protection du travail et de l'emploi, de reculer encore l'âge de la retraite, de précariser davantage la situation économique et sociale des travailleurs et des secteurs les moins favorisés par la réduction radicale des prestations sociales et l'augmentation du fardeau fiscal qu'ils doivent supporter.

C'est dans cette même logique qu'ils ont approuvé le dit Pacte fiscal et modifié la

Constitution italienne de manière à introduire la norme de l'équilibre budgétaire tel qu'exigé par la Commission européenne. Ces mesures limitant radicalement les dépenses de l'État a pour résultat que la totalité des administrations locales italiennes se trouve à genoux et risque sérieusement de ne pas pouvoir être en mesure d'assurer des services sociaux essentiels.

Pourtant, en dépit de toutes ces politiques de démantèlement social, les taux



d'intérêt des obligations italiennes demeurent trop élevés et constituent une sorte d'hypothèque sérieuse pour l'avenir du pays et donnent la preuve, dans les faits, de la totale inefficacité de ces mesures anti-populaires.

## Et où est la gauche dans tout ça ?

Tout ceci est en train de se réaliser sans qu'il ait d'opposition sérieuse dans le pays en dehors des initiatives d'une partie de la gauche syndicale et de quelques partis politiques tel la Fédération de la Gauche (FDS, un front qui réunit le Parti de la Refondation communiste, le Parti des Communistes italiens et le Parti du Travail, courant de la gauche syndicale).

Nos lecteurs se demandent sans doute comment il est possible que le pays où existait le plus important parti communiste de toute l'Europe occidentale soit tombé si bas dans l'échelle de la résis-

tance politique ? Comment expliquer que le peuple italien soit dépouillé, de façon si sauvage, par la finance internationale sans montrer des indices de révolte ?

Essayons de réfléchir à cette interrogation et d'esquisser quelques éléments de réponse et de solution. Nous pensons que lorsque le PD, le parti des ex-communistes, décide de soutenir le gouvernement Monti, il ne fait que consacrer et confirmer sa totale transformation en un parti engagé en faveur des formes les plus radicales de l'économie de marché et des dogmes du néo-libéralisme. Mis à part quelques membres restants de la gauche interne (courant social-démocrate), le PD a voté en faveur de toutes les mesures exigées par Monti sous le prétexte, risible, que sans ce soutien, le pays risquait le retour de Berlusconi. Les dirigeants de ce parti semblent ne pas remarquer que lorsqu'ils votaient ces mesures ils votaient des points du programme de Berlusconi conjointement avec le parti de Berlusconi engagé également dans le soutien à Monti.

L'autre prétexte utilisé dernièrement par ce parti consiste à dire que la situation du pays est particulièrement dramatique et qu'il n'y a pas d'alternative pour surmonter ses graves problèmes. Mensonge éhonté puisque de prestigieux économistes avaient lancé des propositions alternatives, qui plus est d'application immédiates (tels que des impôts sur les grands patrimoines ou la réduction des dépenses militaires) mais que, pour le PD et à son grand regret, il s'agissait de propositions trop à gauche et en faveur des secteurs populaires pour pouvoir être considérées.

C'est dans ce contexte que la liquidation du PCI, la seule force qui s'opposait au marché libre, a favorisé les 20 ans de berlusconisme qui se sont abattus sur l'Italie. Grâce à son déclin l'offensive liquidatrice du gouvernement soutenue par son empire médiatique a permis le triomphe d'un modèle sociétal axé sur l'individualisme le plus vulgaire et sans

scrupules dans le but d'anesthésier la conscience politique des masses populaires.

Un autre facteur concourant à cette lamentable situation résulte des divisions entre les divers partis à la gauche du PD. Cette situation a relégué à une certaine marginalité les forces communistes et socialistes de gauche et n'a pas permis à ces forces d'apparaître comme des partenaires crédibles lors des conflits sociaux pendant ces années (rappelons nous des divergences apparues dans les établissements du groupe Fiat). Ce n'est que récemment que certains de ces groupes se sont réunis (avec beaucoup de difficultés et en laissant des questions encore non résolues) dans la Fédération de la gauche. Cela dit, un de ces groupes qui s'affiche « à la gauche » de la Fédération la juge trop modérée et a décidé de rester en dehors tandis que deux autres forces politiques qui, aujourd'hui, au moins en parole, sont opposées au gouvernement Monti sont par trop liés au PD dans les administrations locales et ne perdent pas de vue la possibilité d'arriver à des alliances électorales avec ce parti. Il va de soi que ces comportements rendent très difficile la formation d'un front de gauches réellement alternatif au gouvernement comme ce fut le cas du Front de Gauche en France ou Syriza en Grèce.

#### **Confusion syndicale, montée du populisme : chercher l'alternative**

À ce scénario désastreux s'ajoute le cas de l'impuissance totale de la plus grande centrale syndicale italienne CGIL. La stratégie élaborée par sa direction nationale sous l'autorité de sa secrétaire général Susanna Camusso a consisté à se plier

aux positions du PD sous prétexte que les rapports de force dans la société sont par trop défavorables pour mettre Monti à la porte et construire une alternative à ses politiques. Les seules voix qui se sont manifestées contre cette approche sont venues de quelques catégories syndicales comme les métallos de la FIOM et des secteurs des employés publics. Mais même dans ces cas, après un départ très déterminé, avec des manifestations bien réussies et des plate-formes clairement de gauche, tout s'est dilué suite à l'absence d'une réelle volonté politique de changement de la part de ses dirigeants réformistes.

Tout ceci a nourri un profond sentiment anti-politique et anti-institutionnel dans la population, ce qui explique l'importante augmentation des abstentionnistes lors des élections ; sentiment qui profite dans un certain sens au mouvement des « 5 étoiles » dirigé par le comique Beppe Grillo. Ce mouvement, soutenu par une stratégie de communication bien aguerrie et orchestrée par une importante agence de marketing et proposant un programme assez populiste a obtenu des bons résultats électoraux et les sondages lui pronostiquent pour le moins 15 % des voix sur le plan national. Refusant toute alliance politique électorale afin de souligner son profil « anti-système », sa participation favorise dans les faits et dans beaucoup de localités les partis de droite en raison du système de votation majoritaire.

Comment alors sortir de cette situation ? Du point de vue politique et dans le court terme, la proposition de Refondation communiste et de la Fédération de la gauche consiste à réunir dans un front uni toutes les forces politi-

ques et sociales qui s'opposent aux politiques du gouvernement Monti (quelque chose comme un front de gauche élargi) sur base d'une plate-forme programmatique élaborée par les forces sociales qui conduisent aujourd'hui les luttes sociales. Cette option, implique la rupture des alliances d'une partie de la gauche réformatrice avec le Parti démocrate; ce qui ne semble pas être l'intention, au moins pour le moment, des dirigeants de ces partis.

Construire une véritable alternative aux politiques libérales nécessite, dans le moyen terme, de réunir d'un côté la diaspora des forces communistes et anticapitalistes autour d'une plate-forme programmatique très avancée et de l'autre que cette nouvelle force recommence à travailler sérieusement de manière à s'implanter dans la société et dans les centres de travail et devenir ainsi un instrument de l'émancipation des masses. Alors seulement on pourra redécouvrir et actualiser cette forme de mutualisme que le mouvement ouvrier mondial avait « inventée » en réponse au capitalisme brutal de la révolution industrielle et on pourra ainsi reconstituer cette hégémonie culturelle de masses disparue depuis au moins 30 ans.

Ce sera une marche longue et difficile mais, comme le disait le Che, « si tu luttas, tu peux perdre ; si tu ne luttas pas, tu as déjà perdu »

Partito della Rifondazione Comunista – Federazione comunista del Belgio  
Circolo Enrico Berlinguer Bruxelles  
[www.rifondazione.be](http://www.rifondazione.be)  
Pagina Facebook “Comunisti Belgio”

*Traduit de l'italien par Vladimir Caller*

## **LEF : Une écologie de gauche et non communautaire désormais bilingue !**

**Links  
Ecologisch  
Forum (LEF)**

**Radicaal Groen Linkse  
Partijoverstijgende  
Beweging**



**Forum  
Gauche  
Écologie (FGE)**

**Mouvement Radical  
Rouge et Vert,  
au-delà des Partis**

Contact : Michel Vanhoorne • tel. 09 222 40 33 • [www.lef-online.be](http://www.lef-online.be)

## Les Nouveaux chiens de garde

Freddy Guidé

*Le documentaire de Gilles Balastre et Yannic Kergoat « Les Nouveaux Chiens de garde » devrait être vu par tous ceux qui ne jurent que par les informations diffusées par les grands média.*

Le film est directement inspiré d'un éditorial de Serge Halimi paru sous le même titre dans le Monde Diplomatique. En 1932, l'écrivain Paul Nizan publiait *Les chiens de garde* pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en véritables gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde sont journalistes, éditorialistes, experts médiatiques, devenus ouvertement évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, *Les nouveaux chiens de garde*, dénonce cette presse qui, se revendiquant indépendante, objective et pluraliste, se prétend contre-pouvoir démocratique. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information produite par des grands groupes industriels du Cac 40 et pervertie en marchandise.

Oui, c'est partial, oui c'est partiel, oui c'est manichéen... Mais, Bon Dieu qu'il

est utile que ces perpétuelles entorses, ces connivences, ces collusions, ces conflits d'intérêt microcosmiques entre média, pouvoirs politiques et puissances économiques soient dénoncés vertement et cloués au pilori.

Le film nous montre ce que nous savions déjà : la plupart des journalistes qui font la pluie et le beau temps en France sont aux ordres de ceux qui les emploient. On voit ces dames et ces messieurs de l'info déjeuner avec les pontes de la finance aux grandes tables de Paris. Et c'est là, à la gamelle que les journalistes, les nouveaux chiens de garde, viennent aux ordres ! Certaines séquences sont éloquentes, comme celle extraite de l'émission «*C dans l'air*» de France 5 en octobre 2005, lorsque l'animateur Yves Calvi au milieu d'une brochette de spécialistes tente d'analyser les émeutes qui sévissent dans la banlieue de Clichy-sous-Bois – (*Pour rappel, suite aux décès de deux jeunes poursuivis par la police et réfugiés dans une cabine de haute-tension, les jeunes de la banlieue se soulèvent et, images spectaculaires à l'appui, incendient des voitures et affrontent les forces de l'ordre dans la rue*). Le lendemain, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, se pavane dans les rues de la banlieue et déclare devant les caméras «*Je vais vous nettoyer tout ça au karcher !*» –. Sur le plateau et parmi les invités, un éducateur de rue de Clichy-sous-Bois.



Suite aux images diffusées à l'écran, Yves Calvi l'interpelle : «*Allez-vous maintenant demander aux jeunes de quitter la rue et de rentrer chez eux ?* » et ce dernier de répliquer : «*S'ils regardent la télé, ils ne sont fatalement plus dans la rue et cet appel ne sert à rien !* ». Cette réponse met Yves Calvi en colère qui la prend pour un trait d'humour. En répondant de la sorte l'éducateur de rue s'aperçoit qu'en réalité sa présence ne sert qu'à apaiser le spectateur lambda. Et il a surtout commis un crime de lèse-majesté en dévoilant le rôle du journaliste qui n'est qu'un faire valoir et une courroie de transmission du pouvoir afin d'assurer l'ordre social..

Un film engagé, militant, qui annonce la couleur dès le départ et qu'il ne faut rater sous aucun prétexte... ■

## Guy Spitaels

Vladimir Caller

Nous l'avons rencontré une première fois lors des débats qui ont entouré l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. Sa condamnation de cette guerre était sans réserves et depuis lors il n'a pas cessé de s'opposer à la militarisation des rapports internationaux imposée par des forces qui arborent des prétextes humanitaires pour cacher des ambitions géopolitiques. C'est ainsi qu'il fut une des rares personnalités de la social-démocratie à persister dans son opposition aux interventions en Libye, en Syrie et ailleurs. Personnage controversé de la vie publique belge lorsqu'il occupait des respon-

sabilités de gouvernement, il dut abandonner toute activité politique entouré d'une atmosphère de scandale. Il nous avait dit un jour qu'il n'aurait pas du abandonner son métier de professeur d'université. Ami du DR dont il était un abonné fidèle il nous livra cette phrase, lorsqu'il fut l'invité de notre journal, et qui résume bien le Spitaels rajeuni à la fin de sa vie par un esprit contestataire : «*...l'âge aidant, cet ancien et modeste fleuve que je suis arrive à cet estuaire où on est tenté de regarder les choses avec une certaine distance...(...) et avec, comme corollaire, des devoirs d'affirmation ou de dénonciation* ».

1. L'invité du DR février 2009  
Guy Spitaels. Photo : © Berghezan



## Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 11 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !**

### Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bâtiments, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

**Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

Daniel Piron  
*Dans sa composition actuelle, l'UE n'est pas réformable* • pp. 2-3

### DÉBAT

*Les guerres en cours*  
Claudine Polet • pp. 4-5

*Arrêtons la guerre !*  
Communiqué du PC d'Israël • p. 6

### SOCIAL

*«Règle d'or» et chape de plomb*  
François D'Agostino • p. 7

### ÉDUCATION

*Une bataille encore inachevée*  
Nathalie Rozza • p. 8

### HISTOIRE

*La destruction du Mémorial italien d'Auschwitz*  
Gregorio Carboni Maestri • pp. 9-10

### RÉCIT

*L'Elbe à vélo*  
Arnold Schneider • pp. 11-13

### SOCIAL

*Mittal, les Jeux de Londres et la mort de Samia*  
Freddy Guidé • p. 14

### CHRONIQUE

Vladimir Callier • p. 15

### ACTUALITÉ

*L'histoire belge de Bernard Arnault* • p. 16

### INTERNATIONAL

*L'Italie au temps des technocrates*  
Pietro Lunetto pp. 17-18

### CINÉMA

*Les Nouveaux chiens de garde*  
Freddy Guidé • p. 19



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

**Du nouveau pour nous contacter :**

Veuillez noter notre nouvelle adresse mail :  
drapeau.rouge.pc@gmail.com

Adresse : 4, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0494 35 39 34

02 537 66 81

Abonnement 11 numéros: 15 €

à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 €

Abonnement de grand soutien: 50 €

Chômeurs, étudiants: 8 €

Compte en banque : IBAN BE 89 000-4118511-85

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !